

	<u>Fiche info - titre :</u>	<u>Date :</u> 23/12/2015
	<u>Auteur :</u> Géraldine Duquenne	

Extraction minière, quelles alternatives durables ?

22 décembre 2015



Les ressources minières représentent un enjeu majeur de notre époque. Exploitées massivement, elles alimentent la production effrénée des biens de consommation qui peuplent notre quotidien : voitures, smartphones, bijoux, ordinateurs, appareils électroménagers... Mais pour combien de temps encore ?

Plusieurs raisons nous obligent à remettre en question cet insatiable appétit pour les ressources...

L'exploitation minière intensive engendre des conséquences dramatiques sur l'environnement et les populations du Sud qui en sont les principales pourvoyeuses. Les populations ne bénéficient que très peu des retombées positives de la mine. Le secteur industriel offre peu d'emplois et le secteur artisanal comporte son lot d'insécurité. Sans parler des pollutions liées à l'extraction et au traitement des minerais qui affectent directement les populations. Bien souvent, la mine entre en concurrence avec les communautés pour l'usage de l'eau, ressource essentielle à leur survie. De plus, les populations ne sont que rarement consultées sur les projets qui risquent de les affecter. Mécontentes, elles en viennent à manifester dans les rues et se voient durement réprimées. C'est le cas au Pérou, en Colombie et dans bien d'autres pays où les intérêts des populations ne correspondent pas aux choix des gouvernements. Choix que l'on peut rattacher au modèle économique global dans lequel ils s'inscrivent.

L'exploitation intensive de ces ressources questionne directement le système économique capitaliste qui s'en nourrit. L'accumulation de richesses inhérente au système capitaliste s'opère de 2 manières : la création de valeur via le travail ou l'acquisition à faible coût de ressources naturelles. La mine n'emploie que peu de main d'œuvre et permet aux multinationales de réaliser des profits extraordinaires grâce à la confiscation des sols et sous-sols. Sans parler de la spéculation sur les marchés financiers qui pousse les compagnies minières à prospecter toujours plus loin. Plus une entreprise possède des réserves, plus elle offre des possibilités de profit. C'est parfois moins dans l'extraction effective des minerais hors du sol que dans la possibilité de participer au jeu de la spéculation mondiale que réside l'intérêt des compagnies minières. Les pays du Sud qui choisissent le modèle extractif comme voie de développement font donc un pari risqué en soumettant leur économie aux fluctuations des marchés financiers internationaux. De plus, la concurrence entre entreprises les pousse à constamment à chercher de nouveaux marchés, soit en trouvant de nouveaux acquéreurs, soit en créant de nouveaux produits. Les minerais n'échappent pas à cette logique. Ainsi, en 1980, la carte mère d'un ordinateur comptait environ 12 métaux différents, elle en compte plus de 45 aujourd'hui ! Le système capitaliste reposant sur l'extraction de ressources naturelles nécessaires à la production de biens de consommation ne semble avoir de limite que l'épuisement des ressources naturelles disponibles...

Au Sud, d'autres modèles de développement

Ces éléments conduisent à un constat inéluctable : l'extractivisme minier n'est pas durable. Des alternatives au modèle économique actuel sont nécessaires et existent déjà tant au Sud qu'au Nord. Au Sud, des communautés font le choix d'autres modèles de développement basés sur une agriculture ou une pédagogie qui privilégient un rapport harmonieux à la nature.

À San Ignacio au Pérou, conscients des dégâts provoqués par les activités minières dans des provinces voisines, la population ne veut pas de la « *minería* ». La municipalité affiche une position claire, désireuse de prouver que d'autres modes de développement sont possibles, notamment via la promotion de l'agriculture, principale activité des communautés rurales. Depuis la fin des années 90, la municipalité a développé un projet agroforestier de culture de café organique. Les agriculteurs sont rassemblés en comités de producteurs. Si en 1999, il n'y avait que 10 comités, ils sont aujourd'hui plus de 800. Ces comités se regroupent ensuite dans des associations entrepreneuriales, sorte de coopératives, qui leur permettent de contrôler les prix de leurs produits. Le but du programme est de permettre aux agriculteurs de disposer de plusieurs sources de revenus, notamment à travers la vente du café et du bois. Ce programme s'insère dans le Plan d'Education Environnemental défini par la Province qui dispose aussi d'un centre de formation sur la culture du café. Les formateurs certifiés sillonnent les communautés rurales pour proposer aux agriculteurs d'entrer dans le programme de culture de café, leur fournissant alors le matériel nécessaire pour leur permettre de devenir progressivement autonomes.

Abadio Green est un leader indigène colombien, ancien président de l'Organisation Nationale Indigène. Il est, entre autres, coordinateur d'un cursus universitaire « intégral » de formation de jeunes dirigeants indigènes colombiens qui suit la pédagogie de la Terre Mère. Cette pédagogie récupère les savoirs ancestraux en considérant par exemple que plantes, animaux et humains sont des êtres vivants. La Terre Mère est ainsi placée au centre du processus éducatif. C'est la Terre qui devient pédagogue. Dans ce cursus, le ventre est considéré comme le chemin vers la sagesse permettant d'apprendre à se connaître. Pour aimer la terre, il est nécessaire de savoir qui l'on est, de s'aimer. Ce faisant, cette pédagogie se présente comme une alternative au modèle de développement actuel vu qu'elle remet en question les fondements de l'éducation traditionnelle et engage un nouveau rapport à la nature, respectueux et non mercantile. Ce travail passe par la compréhension que tout provient de la terre, même un ordinateur !

D'autres proposent un extractivisme plus modéré, non assujetti au marché global, et encadré par des normes strictes. Pour passer de l'extractivisme prédateur à l'extractivisme indispensable, il faut mettre en place des transitions de façon coordonnée. Ces transitions supposent des études d'impact environnemental indépendantes, l'intégration des externalités négatives des activités minières, le renforcement des politiques publiques, une planification territoriale, la participation citoyenne... En bref, la régulation sociale du marché. Jusqu'à présent, on a vu émerger des transitions isolées au Venezuela, en Argentine, en Equateur... mais pas soutenues par un changement du substrat culturel fondé sur la croyance que l'extractivisme est la voie du développement.

Au Nord, d'autres manières de vivre

Au Nord, des pratiques de consommation plus responsables se répandent. En effet, réfléchissons à deux fois avant de changer de GSM. Et pensons aux options du recyclage, de la réutilisation, du don... ou de la simple diminution de notre consommation. Le citoyen a aussi un rôle de veille politique. Voter n'est pas suffisant, nous intéresser aux programmes et confronter les politiques à leurs engagements est aussi important. Cela peut aussi se faire par le soutien des associations qui relaient les messages auxquels on croit. Le choix de banques éthiques est aussi capital. S'intéresser à ce que notre banque fait avec notre argent est un geste simple. Au niveau politique aussi, les choses bougent. Au niveau européen, un projet de réglementation visant

la certification des entreprises européennes importatrices de minerais est en négociation. Les entreprises devraient prouver qu'elles ne s'approvisionnent pas dans des zones en conflit. La société civile se bat pour que cette réglementation devienne obligatoire et pas uniquement volontaire. Sous la pression de la société civile, le Parlement s'est prononcé en faveur d'une proposition renforcée. Affaire à suivre !

Il est temps de changer de système et donc de rapport à la nature ! Il est possible de réinventer d'autres manières de vivre. Si les idées et revendications doivent venir de la base, elles doivent trouver un appui au niveau global. Ce sera par notre capacité à faire lien, entre producteurs et consommateurs par exemple, que le combat avancera dans la bonne voie. À nous, citoyens et société civile, de relayer les initiatives porteuses de changement !

Géraldine Duquenne, Commission Justice et Paix

En savoir plus :

Justice et Paix vous propose d'aller plus loin en découvrant l'étude complète [ici](#) !